



ASSEMBLÉE NATIONALE

LXXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 252
(Privé)

Loi concernant la Ville de LaSalle

Présentation

100 9 1988

Présenté par
M. Gilles Fortin
Député de Marguerite-Bourgeoys

Éditeur officiel du Québec
1988

Projet de loi 252

(Privé)

Loi concernant la Ville de LaSalle

ATTENDU que la Ville de LaSalle a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés :

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de LaSalle par l'addition, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4. Personne ne peut, sans l'autorisation de la ville, utiliser le nom de la ville ou de l'un de ses services, ses armoiries, son écusson, son symbole graphique, son blason ou un nom susceptible de créer la confusion quant à l'implication de la ville dans une affaire. ».

2. L'article 412 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 20.1°, du suivant :

« 20.2° Pour établir un tarif des frais de remorquage et de remisage des véhicules stationnés contrairement à un règlement, les frais prévus à ce tarif pouvant être ajoutés au montant de l'amende imposée en vertu de ce règlement et recouvrés de la même façon que celle-ci lorsque le propriétaire du véhicule n'a pas acquitté ces frais ; ».

3. L'article 413 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion après le sous-paragraphe *a* du paragraphe 10°, des suivants :

« *a.1)* Pour imposer, selon la catégorie d'immeubles ou d'usages, des exigences concernant le dépôt, la garde, l'entreposage et la réfrigération des matières visées au sous-paragraphe *a* ;

«a.2) Pour décréter que, dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif aux matières visées au sous-paragraphe a, un agent de police, un constable ou une personne dont les services sont retenus par le conseil à cette fin, peut remplir, sur les lieux de l'infraction, un billet d'assignation qui indique la nature de l'infraction, remettre au propriétaire une copie de ce billet et en apporter l'original à l'endroit fixé par le règlement;».

4. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1°, des suivants :

«1.1° Les propriétaires riverains désirant acquérir l'emprise d'une ruelle dont la ville est propriétaire doivent présenter une requête à cette fin au conseil.

Cette requête doit être signée par au moins les deux tiers en nombre des propriétaires riverains représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle;

«1.2° Lorsqu'une requête est présentée conformément au paragraphe précédent, le conseil décide s'il est dans l'intérêt public que cette ruelle soit fermée;

«1.3° S'il donne suite à la requête, le conseil adopte un règlement décrétant la fermeture de la ruelle.

Un avis de l'adoption de ce règlement doit être signifié à chacun des propriétaires riverains apparaissant au rôle d'évaluation foncière et être publié dans un journal distribué dans la ville;

«1.4° La ville enregistre au bureau d'enregistrement un avis signé par le greffier constatant l'accomplissement de ces formalités faisant référence au plan cadastral préalablement fait et indiquant en regard de chaque numéro de lot montré sur le plan le nom du propriétaire;

«1.5° L'enregistrement de l'avis comporte le transfert de propriété de chacun des lots;

«1.6° Dès l'enregistrement, une servitude est créée en faveur de toutes les utilités publiques y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies d'utilité publique. Elle ne doit pas excéder deux mètres de largeur de chaque côté de la nouvelle ligne de division des terrains.

Le plan visé au paragraphe 1.4° mentionne l'existence de la servitude et en indique l'assiette par un liséré. L'avis visé à ce paragraphe indique la nature de la servitude et fait référence au plan;

« 1.7° Un propriétaire riverain qui n'a pas signé la requête prévue au paragraphe 1.1°, peut s'adresser à la chambre de l'expropriation de la Cour du Québec afin que lui soit fixée une indemnité qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par le règlement décrétant la fermeture. La valeur du terrain acquis est compensée jusqu'à concurrence de l'indemnité. La demande adressée à la chambre de l'expropriation doit être faite par requête dans les 30 jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu au paragraphe 1.3°;

« 1.8° Les sommes versées par la ville à titre d'indemnité fixée par la chambre de l'expropriation peuvent être imposées aux propriétaires riverains de la ruelle fermée et réparties entre eux dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs; »;

2° par le remplacement de la dernière ligne du paragraphe 10° par ce qui suit: « que sur paiement des frais établis au tarif en vertu du paragraphe 20.3° de l'article 412 tel qu'il existe pour la ville ou à défaut, des frais réels de remorquage et de remisage; »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

« 11.1° Pour accorder le droit exclusif à certains groupes ou catégories de personnes de stationner leurs véhicules sur la chaussée de certaines rues aux conditions énumérées dans le règlement; ».

5. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville, par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

« 11.1° Pour établir des catégories de commerçants dans le cadre du paragraphe 11° et de fixer le montant des permis annuels pour chacune des catégories, le montant de ces permis ne devant, en aucun cas, excéder 1 000 \$; ».

6. L'article 463 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 4°, des suivants:

« 5° Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un stationnement ouvert au public de refuser ou de négliger de nettoyer, égoutter, combler, niveler ou paver son terrain de stationnement constitue une nuisance.

Pour imposer des amendes au propriétaire qui laisse exister de telles nuisances sur son terrain de stationnement.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en plus des amendes et des frais, ordonner que les nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans le délai qu'il fixe, par le propriétaire, et qu'à défaut, par ce dernier, de s'exécuter dans ce délai, le terrain de stationnement soit nettoyé, égoutté, comblé, nivelé ou pavé par la ville aux frais du propriétaire;

«6° Pour obliger toute personne qui souille le domaine public à effectuer le nettoyage qui s'impose et pour permettre au conseil d'effectuer ou de faire effectuer les travaux aux frais du contrevenant; pour décréter, qu'en cas de contravention, toute personne qui souille le domaine public doit payer, en plus de l'amende imposée par le règlement, le coût du nettoyage effectué par la ville. ».

7. L'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22° du deuxième alinéa, du suivant:

«23° pour exiger comme condition préalable à l'approbation par le conseil d'une modification à un règlement de zonage que le requérant verse à la ville un montant suffisant à titre de dépôt pour garantir le paiement des déboursés pouvant être éventuellement encourus par la ville en raison de la demande qui lui est faite, y compris les frais de tous les avis publics. ».

8. Le titre de la Ville de LaSalle ou de ses ayants droit sur les immeubles du cadastre de la division d'enregistrement de Montréal, échangés et mentionnés dans les actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 2238533 et 3992477 ne peut être attaqué pour le motif que la Ville de LaSalle n'aurait pas observé les formalités prévues par la loi pour la vente ou l'échange de ces immeubles.

Sur paiement d'honoraires égaux à ceux qui seraient exigés pour l'enregistrement d'un jugement qui ordonnerait la radiation de l'enregistrement des actes enregistrés sous les numéros 2238533 et 3992477, le registrateur de la division d'enregistrement de Montréal inscrit en marge de ces actes «confirmé par l'article 8 de la Loi concernant la Ville de LaSalle (1988, chapitre *indiquer ici le numéro du chapitre de la présente loi dans le Recueil annuel des lois du Québec de 1988*), enregistrée sous le numéro... ».

L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

9. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).